



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-86575>

Département(s) de publication : **91, 77**

Annonce n° **24-86575**

---

### Section 1 - Acheteur

#### 1.1 Acheteur

**Nom officiel** : Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud

**Forme juridique de l'acheteur** : Organisme de droit public

**Activité du pouvoir adjudicateur** : Services d'administration générale

### Section 2 - Procédure

#### 2.1 Procédure

**Titre** : Expertise sécuritaire et de mission de conseil du patrimoine arboré

**Description** : Expertise sécuritaire et de mission de conseil du patrimoine arboré

**Identifiant de la procédure** : 69180129-fdc2-49de-af26-18a8870b1073

**Identifiant interne** : 2024M059

**Type de procédure** : Ouverte

**La procédure est accélérée** : oui

**Justification de la procédure accélérée** : L'acheteur accepte la soumission des offres par voie électronique

##### 2.1.1 Objet

**Nature du marché** : Services

**Nomenclature principale ( cpv )**: 71300000 Services d'ingénierie

**Nomenclature supplémentaire ( cpv )**: 71313000 Services de conseil en ingénierie de l'environnement

**Nomenclature supplémentaire ( cpv )**: 71317000 Services de conseil en protection et contrôle des risques

##### 2.1.3 Valeur

**Valeur estimée hors TVA : 416,000 Euro**

**Valeur maximale de l'accord-cadre : 1,000,000 Euro**

#### 2.1.4 Informations générales

**Informations complémentaires :** Accord-cadre à bons de commande limité par un seuil minimum annuel de 20 000 € HT et un seuil maximum annuel de 250 000 € HT (estimation : 104 000 € HT annuel). Les prestations, objet de l'accord-cadre issu de la présente consultation, seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique. Les sommes dues au titulaire et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) seront versées par mandat administratif, dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes. Les sommes dues sont financées sur les crédits ouverts au budget de la Communauté d'agglomération Grand Paris Sud. Aucune forme de groupement n'est imposée par le pouvoir adjudicateur. En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles en application de l'article R.2142-24 du Code de la commande publique. Avance : le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100% du montant de l'avance.

**Base juridique :**

Directive 2014/24/UE

#### 2.1.6 Motifs d'exclusion

Motifs d'exclusion purement nationaux : Les autres motifs d'exclusions figurent dans le DCE

## Section 5 - Lot

### 5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001

**Titre :** Expertise sécuritaire et mission de conseil du patrimoine arboré

**Description :** Expertise sécuritaire et mission de conseil du patrimoine arboré

**Identifiant interne :** 2024M059

#### 5.1.1 Objet

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 71300000 Services d'ingénierie

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 71313000 Services de conseil en ingénierie de l'environnement

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 71317000 Services de conseil en protection et contrôle des risques

**Options :**

**Description des options :** • Marchés de prestations similaires Le marché prévoit la possibilité de conclure des marchés négociés pour la réalisation de prestations similaires (article R.2122-7 du code de la commande publique).

#### 5.1.3 Durée estimée

**Date de début** : 01/01/2025

**Date de fin de durée** : 31/12/2028

#### 5.1.4 Renouvellement

**Nombre maximal de renouvellements** : 3

**L'acheteur se réserve le droit d'effectuer des achats supplémentaires auprès du contractant, comme décrit ici** : • Marchés reconductibles L'accord-cadre, issu de la présente consultation est reconductible expressément 3 (trois) fois au 1er janvier de chaque nouvelle année pour une période identique sans pouvoir excéder 4 (quatre) ans

#### 5.1.5 Valeur

**Valeur estimée hors TVA** : 416,000 Euro

**Valeur maximale de l'accord-cadre** : 1,000,000 Euro

#### 5.1.6 Informations générales

**Il s'agit d'un marché récurrent**

**Participation réservée** : La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP)** : oui

#### 5.1.9 Critères de sélection

**Critère** :

**Type** : Capacité économique et financière

**Nom** : Cf. RC

**Critère** :

**Type** : Capacité technique et professionnelle

**Nom** : Cf. RC

#### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère** :

**Type** : Qualité

**Description** : Le prix n'est pas le seul critère d'attribution et tous les critères sont énoncés uniquement dans les documents du marché.

Pondération (points, valeur exacte) : 70

**Critère** :

**Type** : Prix

**Description** : Le prix n'est pas le seul critère d'attribution et tous les critères sont énoncés uniquement dans les documents du marché. Pour l'analyse du prix, il sera fait usage de la technique du détail estimatif masqué : les candidats sont informés que le pouvoir adjudicateur analysera les prix des prestations sur la base d'un détail estimatif masqué.

Pondération (points, valeur exacte) : 30

#### 5.1.11 Documents de marché

**Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles :**  
français

**Adresse des documents de marché :** [https://www.achatpublic.com/sdm/ent2/gen/ficheCsl.action?PCSLID=CSL\\_2024\\_d7WmrO9GJB](https://www.achatpublic.com/sdm/ent2/gen/ficheCsl.action?PCSLID=CSL_2024_d7WmrO9GJB)

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Conditions de présentation :**

**Présentation par voie électronique :** Requise

**Adresse de présentation :** <https://www.achatpublic.com>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées :** français

**Catalogue électronique :** Autorisée

**Variantes :** Non autorisée

**Date limite de réception des offres :** 16/09/2024 à 12:00

**Date limite de validité de l'offre :** 6 Mois

**Conditions du marché :**

**Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :**  
Non

**Facturation en ligne :** Autorisée

**La commande en ligne sera utilisée :** non

**Le paiement en ligne sera utilisé :** non

**Forme juridique que doit revêtir un groupe de soumissionnaires auquel un marché est attribué :** Aucune forme de groupement n'est imposée par le pouvoir adjudicateur. En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles en application de l'article R.2142-24 du Code de la commande publique.

**Informations relatives aux délais de recours :** La présente procédure peut faire l'objet d'un référé précontractuel (art L551-1 du CJA) jusqu'à la signature du contrat. Les candidats évincés peuvent également, une fois le contrat signé, saisir le TA d'un référé contractuel (art L551-13 et suivants et R551-7 et suivants du CJA) : - jusqu'au 31ème jour suivant la publication de l'avis d'attribution, - dans un délai de 6 mois à compter du lendemain de la conclusion du contrat (en cas d'absence de publication d'un avis d'attribution). Dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'avis d'attribution, les concurrents évincés de la conclusion d'un contrat administratif, ainsi que les tiers, sont recevables à former un recours devant le TA en pleine juridiction contestant la validité de ce contrat ou de certaines de ses clauses, qui en sont divisibles, assorti, le cas échéant, de demandes indemnitaires (Conseil d'Etat, Assemblée, 4 avril 2014, n°358994 Tarn et Garonne). Une requête contestant la validité du contrat peut être accompagnée d'une demande tendant à la suspension de son exécution (art L521-1

du CJA). La suspension desdites décisions peut également être demandée devant le juge des référés du même TA (art L521-1 du CJA). La requête en référé devra, pour être recevable, être assortie d'un recours au fond. Les candidats évincés peuvent en outre former un recours pour excès de pouvoir contre la décision de signer le contrat, de déclarer sans suite ou contre les clauses réglementaires du contrat dans un délai de 2 mois à compter de la notification ou de la publicité de la décision attaquée. La saisine du tribunal peut s'effectuer par voie dématérialisée par l'application Télérecours citoyens, accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

#### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre :**

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

**Enchère électronique : non**

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal administratif de Versailles

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché :** Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud

**Organisation qui reçoit les demandes de participation :** Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud

**Organisation qui traite les offres :** Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud

## Section 8 - Organisations

### 8.1 ORG-0001

**Nom officiel :** Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud

**Numéro d'enregistrement :** 20005922800011

**Adresse postale :** 500, place des Champs Élysées

**Ville :** Evry-courcouronnes cedex

**Code postal :** 91054

**Subdivision pays (NUTS) :** Essonne ( FR104 )

**Pays :** France

**Adresse électronique :** [commande.publique@grandparissud.fr](mailto:commande.publique@grandparissud.fr)

**Téléphone :** +33 169915858

**Adresse internet :** <https://www.achatpublic.com>

**Profil de l'acheteur :** [https://marchesonline.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent\\_recherche.do](https://marchesonline.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_recherche.do)

**Autres points de contact :**

**Nom officiel :** Service commande publique et achats

**Rôles de cette organisation :**

**Acheteur**

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché**

**Organisation qui reçoit les demandes de participation**

**Organisation qui traite les offres**

8.1 ORG-0002

**Nom officiel :** Tribunal administratif de Versailles

**Numéro d'enregistrement :** 17780005900012

**Adresse postale :** 56 avenue de Saint Cloud

**Ville :** Versailles

**Code postal :** 78011

**Subdivision pays (NUTS) :** Yvelines ( FR103 )

**Pays :** France

**Adresse électronique :** greffe.ta-versailles@juradm.fr

**Téléphone :** +33 139205400

**Adresse internet :** <http://versailles.tribunal-administratif.fr/Demarches-procedures>

**Rôles de cette organisation :**

**Organisation chargée des procédures de recours**

## **Section 11 - Informations relatives à l'avis**

### 11.1 Informations relatives à l'avis

**Identifiant/version de l'avis :** a35afc15-3396-471b-9a08-7ef2a24fa309 - 01

**Type de formulaire :** Mise en concurrence

**Type d'avis :** Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

**Date d'envoi de l'avis :** 22/07/2024 à 17:12

**Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible :** français

### 11.2 Informations relatives à la publication

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication :** 22/07/2024